

Archives

4 avril 2016

«Une société sans drogues, ça n'existe pas»

Dans la lutte contre les stupéfiants, la répression est dépassée. De cela, Olivier Guéniat est convaincu. Pour le criminologue et chef de la police judiciaire de Neuchâtel, la solution passe par la réglementation du marché. Et par la prévention, seul moyen d'agir sur la demande et, par là même, de faire baisser l'offre.



Olivier Guéniat estime qu'il faut commencer par dépénaliser le cannabis.

Six villes suisses mettent en place des projets tests de régulation du marché du cannabis. Selon vous, cela va-t-il dans la bonne direction?

Je constate d'abord que le débat autour de la drogue est de moins en moins polarisé. Les choses avancent dans la bonne direction, même si cela ne va pas très vite. Mon métier me pousse à lutter contre le trafic illicite, avec une répression soutenue par une loi fédérale vieille de plus d'un demi-siècle et encore fortement imprégnée par une diabolisation datant de 1909 qui classifiait les psychotropes ou les stupéfiants par rapport à une dangerosité supposée.

Actuellement à Neuchâtel se déroule l'opération Narko, qui vise à lutter contre le trafic de rue de cocaïne. Ça fonctionne?

Cela correspond à mon mandat premier de policier. Nous avons divisé par trois le nombre de dealers vendant de manière ostentatoire. Mais cela a coûté plusieurs millions de francs, avec une implication coordonnée et compliquée de plusieurs services, à savoir deux conseillers d'Etat et un procureur général, du personnel policier sur le terrain et le service pénitentiaire. Juste pour quelques dizaines de dealers d'Afrique de l'Ouest qui dérangent et qui provoquent un réel sentiment d'insécurité. En 2011, lorsqu'on demandait aux citoyens ce qui les dérangeait dans l'espace public, les Neuchâtelois mettaient le trafic quasi en dernière position. En 2015, il était en tête des préoccupations. Il fallait agir.

En même temps, dès que les agents se retirent, le trafic reprend, non?

Evidemment, le vide est directement comblé. Ce type d'opération ne lutte pas réellement contre le trafic. On parle d'équilibre sécuritaire: éviter que le trafic se développe davantage et faire en sorte qu'il ne soit pas insupportable pour les citoyens.

Donc ça ne sert à rien?

Pas vraiment, parce que le but, ce n'est pas une société sans drogue. C'est de maintenir une certaine pression, faire en sorte que des réseaux criminels ne puissent pas étendre leurs activités en générant des milliards pour le seul marché suisse, hors système économique, en parallèle à la société légale.

Et pourquoi pas une société sans drogues?

Parce que les psychotropes font partie de la vie de toute société, probablement depuis toujours. Comme l'alcool ou la cigarette. Une société sans drogues n'existe pas. Selon un ethnotoxicologue, à l'époque où leur mobilité était réduite, les Lapons n'avaient pas de substance naturelle à disposition. Sauf un champignon, mais qui contenait en plus d'un hallucinogène un poison. Comme ils n'avaient pas d'instrument de chimie à disposition, ils le faisaient manger à des rennes pour séparer les deux substances. Les rennes n'en mouraient pas, et avec l'urine, ils récupéraient la substance hallucinogène qu'ils buvaient.

Donc la répression ne déstabilise pas vraiment le marché?

C'est certain. Vous éliminez un réseau, un autre prend sa place. Car la demande existe de la part de dizaines de milliers de consommateurs. En Suisse, on consacre un demi-milliard annuel à cet effort répressif lié au trafic de stupéfiants. Et pourtant, on ne s'occupe que de moins de 10% du marché illicite. Les 90% ne seront jamais touchés. Sans compter que le trafic de la cocaïne est compliqué parce qu'il n'est pas organisé de manière pyramidale comme chez les albanophones ou avant eux dans les mafias italiennes. Il existe une multitude de satellites indépendants les uns des autres depuis la source d'approvisionnement jusqu'à nos villes. La guerre à la drogue à l'américaine avec de plus en plus de gens emprisonnés et du tout-carcéral est clairement un échec. Parce qu'elle n'a aucune influence sur le marché. L'offre s'adapte aux contraintes du système répressif et s'adapte à la demande qui n'a pas baissé. Quand on n'arrive pas à donner aux consommateurs de l'héroïne, on leur propose autre chose. Et ce sera toujours comme cela tant que l'on n'a pas une sorte de vaccin qui empêche le recours aux drogues. Mais il s'agit probablement d'une chimère.

Comment trace-t-on la consommation?

Depuis peu, grâce à l'analyse des eaux usées. Cette nouvelle technique permet de faire une cartographie suisse et européenne de la consommation selon les substances. Et de suivre l'effet de notre politique sur cette consommation.

Et alors?

Eh bien, il n'en a plus tellement. Sans doute le plus novateur au monde, notre système des quatre piliers a eu beaucoup d'effets positifs. Il a éliminé les scènes ouvertes, la question des junkies, sauvé beaucoup de vies quand on se souvient que dans les années 1990 on avait 400 overdoses par an. Avec la Commission fédérale pour les questions liées aux drogues, devenue Commission fédérale pour les questions liées aux addictions, je prétends que cette politique est dépassée, qu'elle ne produit plus de résultats. Qu'on peut faire mieux avec les connaissances qui sont désormais les nôtres. D'abord il faut la décloisonner, entre les quatre piliers, avec une approche systémique de cette problématique complexe. Je fais partie de ce décloisonnement puisque je sors de mon pilier répressif pour une approche pluridisciplinaire et pour trouver de meilleures solutions. Puisque le trafic est lié à la demande, il faut agir sur cette dernière. Or le constat criminologique est clair: la répression ne sert à rien contre l'addiction. Le rapport avec le produit est trop fort. Seule la prévention agit sur la demande et permet de baisser l'offre, toujours liée à la demande.

Pourquoi?

Parce que toutes les études, quel que soit l'angle de vue sanitaire ou social, arrivent à la même conclusion: les psychotropes les plus dangereux et qui commettent le plus de dommages en Suisse sont l'alcool et la cigarette. Il faut remettre en question un système en cohérence avec nos savoirs.

Oui mais enfin beaucoup de gens ont une relation parfaitement saine avec l'alcool...

C'est effectivement difficile avec la méthamphétamine, mais parfaitement possible avec le cannabis ou la cocaïne.

On devrait donc sortir le cannabis de l'illégalité?

Mais oui. On estime que plus de 80 tonnes de cannabis sont écoulées annuellement par le marché noir, avec un chiffre d'affaires proche du milliard. Ces bénéfiques mirobolants ne doivent pas rester aux mains de criminels, mais servir à intensifier la prévention.

Le rôle des pouvoirs publics n'est-il pas, notamment, de protéger les mineurs face à un produit qui n'est sans doute pas le pire psychotrope mais qui en reste un?

On n'y parvient pas avec le modèle répressif. Rien qu'à Neuchâtel, 1800 joints sont fumés quotidiennement. Et les analyses chimiques montrent que le produit est souvent bourré de pesticides et de fongicides. La réglementation est le seul moyen d'avoir une prévention efficace et est une alternative pour ne pas avoir affaire à des dealers inconnus.

Et que fait-on des autres drogues?

A terme, il faut imaginer la fin du régime législatif de l'interdiction. Mais dans l'immédiat, il n'est pas question de le faire pour les produits considérés comme étant plus dangereux. C'est le cas de la

méthamphétamine qui fait beaucoup de dégâts dans tout le nord-ouest de la Suisse, notamment parce qu'il n'existe pas de produit de substitution ou d'alternative à cette toxicomanie. Au lieu d'être mangée, en offrant une stimulation progressive, elle est fumée avec un briquet chalumeau. Il y a alors une sublimation qui s'opère, un passage instantané de l'état solide à l'état gazeux. C'est comme une autoroute qui arrive au cerveau avec le «flash» que va ensuite rechercher le cerveau en manque. En 1998, à Neuchâtel, il y avait un petit noyau de consommateurs-revendeurs d'une vingtaine de personnes. Il y en a mille aujourd'hui, dont 200 consommateurs très accros qui commettent également beaucoup de vols. En matière sanitaire concernant les drogues, c'est l'ennemi numéro 1 dans le canton. Sans compter qu'elle se produit désormais, sous forme de la poudre «crystal», en Europe. En Tchéquie, c'est une communauté vietnamienne qui a importé son savoir-faire. On démantèle maintenant des laboratoires au sud de l'Allemagne, juste aux frontières de notre pays.

On peut donc imaginer qu'il y aura prochainement des laboratoires ouverts en Suisse?

C'est même une certitude. Dès que l'on a l'éphédrine, qui est le produit précurseur, il suffit d'un laboratoire assez sommaire pour fabriquer des pilules thaïes. Et c'est la drogue avec la plus grande plus-value: une pilule est produite pour quelques centimes. Elle vaut 2 francs en quittant la Thaïlande, arrive en Suisse en coûtant 5 francs et finit à 30 francs sur le marché. Le kilo de substance active avoisine le million de francs de chiffre d'affaires à la revente.

Pour cette minorité très accro aux pilules thaïes, peut-on imaginer quelque chose d'autre que la répression?

D'abord, il faut les considérer pour ce qu'ils sont: des malades et non des criminels. Secundo, il faut leur proposer un produit de substitution légal. De l'héroïne de bonne qualité distribuée par l'Etat, par exemple, ou tout autre médicament, licite ou considéré comme illicite. Mais la très grande majorité des consommateurs de psychotropes ne sont pas des junkies. 90% des consommateurs de cocaïne ont par exemple un rapport à peu près normal, ou acceptable, avec le produit. Ils arrêteront de s'adresser à des criminels si on leur offre une alternative.

N'est-ce pas de la légalisation?

Je préfère parler de réglementation. On ne légalise pas. On autorise par exemple la culture à domicile pour une consommation privée dans un régime d'autorisation.

C'est un peu la même chose...

Pas du tout. Il existe naturellement une production endogène, depuis de grands champs ou des cultures «indoor» jusqu'à certains balcons. C'est illégal. Tout est interdit, de la production à la vente, en passant par le transport et la détention. On condamne des gens qui ne sont pas des délinquants à le devenir et à s'adresser à un milieu criminogène, voire criminel. Parce que ce marché très juteux intéresse de véritables mafias extrêmement dangereuses. Contre lesquelles nous continuerons à lutter durant de longues années en cas de réglementation.

L'opinion publique est-elle prête à cette évolution?

Les mentalités évoluent. Dans les années 1980, lorsque je suis entré dans la police, on allait en prison préventive si on était attrapé avec 10 grammes de «shit» sur soi. Certes, on n'en est plus là. Aujourd'hui,

c'est une amende d'ordre comme pour un mauvais parcage. Pour les autres psychotropes, le regard moral est resté très critique. Mais cela va évoluer. Commençons déjà par le cannabis, qui est le plus représentatif de la consommation illicite, parce que le plus consommé (8 tonnes de cocaïne par an en Suisse, contre 2 tonnes d'héroïne, par exemple, ndlr.)

Texte: © Migros Magazine - Pierre Léderrey

Editorial

Il y a drogue et drogue

Par Steve Gaspoz, (<mailto:steve.gaspoz@mediasmigros.ch>), rédacteur en chef de Migros Magazine

Quelle politique appliquer en matière de produits

stupéfiants? Non pas seulement ceux que l'on regroupe sous le générique de drogue, mais aussi tous ceux nettement mieux connotés. Les médicaments, l'alcool, le tabac et que sais-je encore susceptible de développer une dépendance et de modifier brièvement ou durablement notre état de lucidité.

La réponse la plus souvent utilisée est: ne mélangeons pas tout. Une «drogue» n'est pas l'équivalent d'une autre. Chacune doit être traitée de manière différenciée. Ainsi, nous avons aujourd'hui des catégories de «drogues» légales et acceptées et d'autres sujettes à une répression plus ou moins forte. Cette aberration provoque quelques controverses au niveau politique mais dans nos esprits, la distinction entre ce qui est «mal» et ce qui ne l'est pas demeure bien ancrée.

Pourtant, au quotidien, cela ne change pas grand-chose. Qui veut se procurer du schnaps se rendra au magasin du coin, tandis que celui en quête d'un joint restera sur le trottoir du même coin. Les deux transactions se feront pareillement, sauf que l'une sera contrôlée et l'autre illégale et répréhensible. Un détail sans importance pour le consommateur qui voudra se procurer l'un ou l'autre.

Quel que soit le produit, une addiction reste une addiction, et devrait être considérée de la sorte. Qu'importe le flacon ou le moyen utilisé, qui recherche l'ivresse la trouvera toujours. Le rôle de la société ne serait-il pas alors de prévenir ce type de comportements, de lutter contre ses causes au lieu de prescrire le moyen le plus acceptable d'y parvenir?

De quoi parle-t-on?

Alors que plusieurs villes de Suisse, dont Genève et Berne, prévoient la mise en place de projets tests de régulation du marché du cannabis, Olivier Guéniat, qui siège dans la nouvelle commission fédérale pour les questions liées aux addictions, plaide pour une régularisation du marché du chanvre. Et, à terme, pour la régularisation des autres drogues.

Bio express

1967 Naissance à Porrentruy (JU).

1991 Diplôme de police scientifique et de criminologie à l'UNIL.

1992-1997 Chef du service scientifique de la Police cantonale jurassienne.

Depuis 1997 Chef de la Police judiciaire du canton de Neuchâtel.

2001 Docteur en sciences forensiques.

Depuis 2009 Chargé de cours à l'Ecole des sciences criminelles de l'UNIL.

Depuis 2011 Membre de la Commission fédérale pour les questions liées aux addictions.

Olivier Guéniat est l'auteur, avec Pierre Esseiva, d'un livre consacré à la lutte contre le trafic de produits stupéfiants: *Le profilage de l'héroïne et de la cocaïne: une méthodologie moderne de lutte contre le trafic illicite* (Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, 2005).

Il sort un autre livre sur la délinquance des jeunes: *L'insécurité en question* (Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, collection Le savoir suisse, 2007).

Auteur: Pierre Léderrey

Photographe: Matthieu Spohn